La Posse Comitatus Act

L'article 1385, du titre 18 du United States Code (USC), stipule que :

« Quiconque, sauf dans les cas et les circonstances autorisés expressément par la Constitution ou un acte du Congrès, utilise intentionnellement n'importe quel élément de la United States Army ou de la United States Air Force comme Posse Comitatus ou pour faire appliquer les lois, sera condamné à une amende sous ce titre ou sera emprisonné pour une durée maximum de deux ans, ou les deux. »

La Posse Comitatus Act (PCA) ne s'applique pas à la United States Coast Guard en temps de paix, ni à la Garde nationale lorsque sujette au titre 32 ou au statut de service actif d'État. Les prohibitions substantielles de la PCA furent étendues à tous les services lors de l'adoption du titre 10 du USC, article 375. Conformément au titre 10 du USC, article 375, le secrétaire de la Défense des États-Unis a émis la directive 5525.5 du département de la Défense (DOD) interdisant les membres de la United States Army, de la United States Navy, de la United States Air Force et du Corps des Marines des États-Unis à participer directement à des recherches, saisies, arrestations, ou toute autre activité similaire sauf si la participation de ces derniers est approuvée par la loi pour de telles activités.

La PCA interdit généralement au personnel militaire des États-Unis de participer directement dans des activités d'application de la loi. Quelques-unes de ces activités incluent l'interdiction de véhicules, de navires et d'aéronefs ; la conduite de patrouilles de surveillance, de recherches, de poursuites et de saisies ; ou la participation à des arrestations au nom des autorités civiles chargées de l'application de la loi. L'interdiction, en ce qui a trait à la participation du personnel militaire pour l'application de la loi, est en accord avec une loi et une politique américaine de longue date qui limite le rôle des militaires dans les affaires intérieures.

Le Congrès des États-Unis a adopté un nombre d'exceptions à la PCA permettant, dans certaines situations, au personnel militaire d'aider les organismes civils chargés d'appliquer la loi à faire respecter les lois des États-Unis. Le meilleur exemple est l'aide fournie dans la campagne pour enrayer les drogues (titre 10 du USC, articles 371-381). D'autres exemples incluent :

- L'Acte sur l'insurrection (titre 10 du USC, articles 331-335). À la demande d'un législateur d'État ou d'un gouverneur, cet acte permet au président des États-Unis d'utiliser le personnel militaire pour supprimer les insurrections. Elle permet aussi au président d'utiliser les troupes fédérales pour faire respecter les lois fédérales lorsqu'une rébellion contre l'autorité des États-Unis rend l'exécution de la loi impraticable.
- L'assistance dans les cas de crimes concernant du matériel nucléaire (titre 18 du USC, article 831). Lorsque le secrétaire à la Justice et le secrétaire de la Défense des États-Unis déterminent conjointement qu'une situation d'urgence existe posant ainsi une menace sérieuse aux intérêts des États-Unis et qu'elle est au-delà de la capacité des organismes civils chargés d'appliquer la loi, le titre 18 permet au personnel du DOD d'aider le département de la Justice des États-Unis à faire respecter les interdictions liées au matériel nucléaire.

- Les situations d'urgence concernant les armes de destruction massive de nature chimique ou biologique (titre 10 du USC, article 382). Lorsque le secrétaire à la Justice et le secrétaire de la Défense des États-Unis déterminent conjointement qu'une situation d'urgence existe posant ainsi une menace sérieuse aux intérêts des États-Unis et qu'elle est au-delà de la capacité des organismes civils chargés d'appliquer la loi, le personnel du DOD peut assister le département de la Justice des États-Unis à faire respecter les interdictions liées aux armes de destruction massive de nature chimique ou biologique.

L'appui militaire quant à l'application de la loi est effectué en conformité avec la Constitution et les lois des États-Unis et sous la direction du président et du secrétaire de la Défense des États-Unis.

Visitez notre site internet www.northcom.mil pour en savoir davantage sur le U.S. Northern Command, son personnel et ses opérations.

Mise à jour : mars 2009